



**Programme des
Nations Unies pour
l'environnement**

Distr.
Restreinte

UNEP/Ozl.Pro/ExCom/34/20/Corr.1
7 juillet 2001

FRANÇAIS
ORIGINAL: ANGLAIS

COMITÉ EXÉCUTIF
DU FONDS MULTILATÉRAL AUX FINS
D'APPLICATION DU PROTOCOLE DE MONTRÉAL
Trente-quatrième réunion
Montréal, 18-20 juillet 2001

Correctif

COOPERATION BILATERALE

- **Etude: Augmentation de la sensibilisation du public et préparation d'un projet d'investissement dans le secteur du bromure de méthyle(US \$31,500)**

Ajouter le suivant paragraphe 40 bis:

40 bis. Après l'expédition de la documentation le gouvernement d'Allemagne a demandé que cette activité "étude /préparation de projet" pour l'Algérie soit retirée.

- **Brésil: Projet pilote: Programme de formation pour le secteur d'entretien de la réfrigération (US \$247 400)**

Ajouter les suivants paragraphes 41 bis et ter:

41 bis. Après l'expédition de la documentation le gouvernement du Brésil a avisé le Secrétariat qu'au début de 2001 il avait commencé la préparation d'une stratégie pour le secteur d'entretien de la réfrigération. Cette activité comporte la collecte de données sur la consommation de SAO par sous-secteur, les quantités de frigorigène contenues dans les différents types d'équipement de réfrigération ainsi que le nombre et la distribution géographique des techniciens et des ateliers d'entretien dans le pays. Les principaux éléments constitutifs proposés pour être inclus dans le programme de formation sont notamment: formation aux bonnes pratiques d'entretien; formation aux opérations de recyclage de frigorigène; formation d'agents douaniers; formation au reconditionnement d'équipement. Le programme pilote proposé de formation aux bonnes pratiques peut être mis en oeuvre immédiatement en même temps que la préparation de la stratégie pour le secteur de l'entretien; il sera essentiel d'identifier avec une haute précision le nombre et la distribution géographiques des techniciens de la réfrigération. Il y a lieu de noter que c'est là seulement un programme pilote de formation et qu'un programme à l'échelle de tout le pays sera nécessaire à l'avenir.

41 ter. Le Comité exécutif voudrait peut-être examiner la recevabilité de ce projet à la lumière des éclaircissements additionnels fournis par le gouvernement du Brésil.

- **Global:Développement d'un système global de soutien de la décision des cadres dans les secteurs privé et public concernant les solutions de rechange viables aux SAO dans le secteur des mousses (INFOAM) (US \$324 500)**

Ajouter les suivants paragraphes 42 bis, 42 ter et 42 quar:

42 bis. Après l'expédition de la documentation le Secrétariat a reçu du gouvernement d'Allemagne (GTZ) une communication indiquant à nouveau la justification, les objectifs et la description du projet. Le principal objectif du projet est de fournir un milieu largement basé sur le Web pour la diffusion d'informations sur le secteur des mousses. Les attendus de la GTZ à l'appui des projets sont indiqués comme étant :

- Les compagnies de l'article 5 ont reçu une technologie de base vieille et démodée , et les affaires , dans la plupart des cas, ont procédé par tâtonnements.
- Il y a peu de soutien de la part du Fonds Multilatéral à la prise de décision.
- Il n'existe pas sur le Web de rapport sur les mousses par le Comité des options techniques .
- L'information sur les derniers développements n'est que partiellement disponible et est largement tendancieuse.

42 ter. Le Secrétariat voudrait attirer l'attention sur ce qui suit:

- (a) Les attendus utilisés pour justifier le projet sont inexacts étant donné l'historique et les réalisations du Fonds Multilatéral en matière d'assistance aux pays de l'article 5 par le truchement du Comité exécutif et des agences collaboratrices , y compris les agences bilatérales.
- (b) De par sa nature le secteur des mousses requiert une interaction directe entre les entreprises récipiendaires, surtout les PME, que le projet se propose d'atteindre, et les agents assurant le transfert de la technologie. . Les agences d'exécution du Fonds Multilatéral, y compris les agences bilatérales telles que la GTZ, sont chargées de promouvoir cette interaction. Les renseignements tirés des documents de projet soumis au Comité exécutif du Fonds par toutes les agences y compris les agences bilatérales , indiquent que les plus récentes technologies actuellement disponibles ont été transférées, et le sont encore , aux entreprises récipiendaires. Dans certains cas des technologies de pointe qui ne sont pas encore entrées substantiellement dans les marchés des pays développés ont été transférées en grand nombre aux entreprises des pays de l'Article 5 . Il n'y a guère de preuve , soit par les documents de projet , soit par les rapports d'évaluation, que les projets souffrent d'un manque d'information.

- (c) Un programme largement basé sur l'utilisation des moyens électroniques pourrait ne pas être aussi accessible aux entreprises ciblées que ne le prétend le projet, et l'impact de ce programme paraît douteux. Celui-ci serait surtout accessible aux compagnies des pays développés et des PEET, et probablement aux grandes compagnies des pays de l'Article 5 qui auraient la possibilité et la capacité de faire usage de moyens électroniques et qui auraient déjà accès à diverses sources d'information.
- (d) Le projet est étroitement rattaché au Réseau de transfert de technologie du PNUE-GEF. Cependant le GEF (Fonds Mondial pour l'Environnement) ne finance pas à l'heure actuelle les activités relatives à l'ozone.

42 quater. Le Secrétariat du Fonds ne recommande pas le financement de ce projet.

- **Liban: Préparation de projet/assistance technique au secteur de la réfrigération (US \$26 600)**

Ajouter le suivant paragraphe 45 bis:

45 bis. Après l'expédition de la documentation le Gouvernement d'Allemagne a demandé que cette activité soit différée.

Préparation de projet ayant des difficultés

- **Papouasie Nouvelle Guinée: préparation de projet pour le développement d'un plan de gestion de frigorigène (US \$60 200)**

Ajouter le suivant paragraphe 46 bis:

46 bis. Après l'expédition de la documentation le Gouvernement d'Allemagne a demandé que le projet soit différé.

Coopération régionale pour la surveillance et le contrôle de la consommation de SAO (US \$250 000)

Ajouter le suivant paragraphe 83 bis:

83 bis. Après l'expédition de la documentation le Gouvernement de Suède a informé le Secrétariat de ce qui suit:

- (a) C'est un projet pilote qui se propose directement une application aux frontières; il vise à initier un réseau informel d'échanges continuels d'informations confidentielles et d'organiser une compilation de données facilement accessible aux agents responsables du contrôle effectif des frontières ainsi qu'à établir les risques que peuvent présenter les expéditions de SAO, aux fins de les déceler efficacement. Pour amener les agents d'application des règlements à se partager ouvertement ce genre d'informations un certain degré de confiance (et le temps

adéquat) entre les participants est nécessaire. Le projet est donc prévu pour 3 ans pendant lesquels se tiendront des réunions régulières pour édifier la coopération voulue.

- (b) Il existe un risque de commerce illicite dans la région ASEP. Il y a déjà eu des incidents de contrebande de SAO dans plusieurs pays participants et on peut prévoir une croissance de cette tendance à mesure que les restrictions à l'importation commenceront à s'appliquer dans la région. Comme toute la consommation de SAO dans ces pays est importée, le contrôle aux frontières sera une nécessité essentielle pour eux pour qu'ils puissent se conformer à leurs obligations découlant du Protocole de Montréal. Et alors que la formation douanière doit avoir lieu à l'échelon national il y a également un besoin d'assurer une coordination et une coopération au niveau régional pour déceler les expéditions et échanger les renseignements. Les mouvements transfrontières des SAO doivent être traités sur les plans national, régional et international.
- (c) Les coûts du projet proposé ont été réduits grâce à l'utilisation du réseau ASEP pour la coordination et l'administration du projet et à un plan de tenir les réunions du projet immédiatement à la suite des réunions du réseau.

Recommandation du Secrétariat du Fonds.

Remplacer le paragraphe 84 par ce qui suit:

84. Le Comité exécutif pourrait souhaiter examiner la recevabilité de ce projet à la lumière des éclaircissements additionnels fournis par le Gouvernement de Suède.
